

Une marche pour que la forêt publique ne soit pas privatisée

ENVIRONNEMENT Les agents d'ONF, organisateurs, tirent le signal d'alarme. Les agents ONF sont en colère et veulent le faire savoir. « Nous sommes de moins en moins nombreux. Dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales nous étions 140 personnes en 2002 et nous ne sommes plus que 100 aujourd'hui. À l'horizon 2025, 15% de postes devraient encore être supprimés », explique Stéphane au nom de l'intersyndicale. Afin de se faire entendre et d'expliquer leurs missions, ils organisent une grande marche citoyenne pour la forêt. Ceci dans le but « d'initier un débat public ». Des agents de toute la France se lancent sur 4 parcours différents et cheminent à pied jusqu'à la forêt de Tronçais, l'un des plus beaux massifs forestiers de France située dans l'Allier. « Nous voulons, grâce à cette marche, nous adresser aux populations et notamment locales et rurales. Bien souvent, le forestier est le seul fonctionnaire qui reste dans certaines vallées. » Les missions de l'ONF restent parfois méconnues et méritent d'être expliquées. « Le fait de se retrouver dans la forêt de Tronçais est symbolique, ce lieu emblématique retrace l'histoire de la gestion forestière. Il y a des chênaies très anciennes avec des arbres de plus de 300 ans. Ce massif illustre à merveille la gestion durable et multifonctionnelle que nous défendons. » Les départs de la marche, ouverte à tous les accompagnateurs intéressés, sont données de Strasbourg, de Mulhouse, de Valence et de Perpignan. Chaque soir

des étapes animées (projections de films, débats, expositions, journées découvertes) sont prévues dans les villes et villages hôtes. Les départs (à 9 h) et arrivées se font des mairies. Ce samedi, de Lagrasse à destination de Capendu, le 23 de Capendu à Villeneuve-Minervois, le 24 de Villeneuve-Minervois à Pradelles-Cabardès, pour se rendre le lendemain à Mazamet. Et l'intersyndicale de développer. « Nous craignons une privatisation et donc une protection et un accueil réduits. Mais le risque est aussi que les forêts deviennent des usines à bois avec uniquement des sapins alignés. Il n'y aurait plus de garde-fou, les investisseurs privés voudraient rentabiliser au maximum. Cela entraînerait un appauvrissement des sols, un changement du milieu et aurait un impact sur la flore, la faune et donc la population. » Des risques de surexploitation et de dégradation des espaces naturels qui concernent tous les citoyens. Un sujet qui réclame un vrai débat de fond. Philippe Comas. Les agents craignent que les forêts publiques « deviennent des usines à bois ». Archives L'Indépendant